

Discours de M. Eric Jover, ministre de l'Éducation et de l'Enseignement Supérieur de la Principauté d'Andorre au CDPPE

Strasbourg, 21 avril 2017

Cher président

Chers collègues,

Permettez-moi tout d'abord de remercier le Conseil de l'Europe et plus concrètement le Comité directeur pour les Politiques et Pratiques éducatives pour me donner la possibilité de m'exprimer devant vous. Avant d'entrer plus en détail dans mes propos laissez-moi saluer la présidence de Chypre et les féliciter pour l'organisation de la Conférence l'Éducation : une option sûre pour la Démocratie et reconnaître la qualité des débats qui se produisirent à Nicosie ainsi que la chaleureuse réception qui nous a été offerte en mars dernier. Tournés vers le futur j'encourage déjà la République Tchèque à continuer sur cette ligne et d'ores et déjà je leur annonce qu'ils peuvent compter sur le travail de l'Andorre pour que leur présidence soit aussi un succès.

Chers collègues, vous êtes tous connaisseurs du compromis de l'Andorre avec le Conseil de l'Europe en matière d'éducation. Laissez-moi aujourd'hui partager avec vous notre conception de l'éducation et l'un de nos projets de futur. Nous considérons très important d'éviter une vision trop réductionniste de l'éducation formelle. Elle ne sert pas seulement à acquérir des compétences académiques ou professionnelles l'éducation sert aussi, et j'oserai dire surtout, à former des citoyens critiques et responsables. Citoyens dans le sens le plus noble du terme, des personnes respectueuses de la différence et des droits de l'homme, qui considèrent plus importantes les valeurs communes aux intérêts particuliers et qui pour changer leur société n'acceptent d'utiliser que des outils démocratiques. Malheureusement, presque quotidiennement globalement, des événements d'une violence impensable fruits de l'extrémisme et de l'intolérance renforce ma position et celle de mon gouvernement sur l'importance de l'éducation. Laissez-moi exprimer ici clairement mon support au gouvernement français et aux familles des blessés victimes de la fusillade qu'y a eu lieu hier soir à Paris. Les liens

entre la Principauté d'Andorre et la République française sont et resteront inébranlables et je fais aujourd'hui mienne leur devise de Liberté Égalité et Fraternité et déclare que la terreur ne doit pas et ne nous fera pas changer ces valeurs.

Chers collègues, même dans ces moments de colère et de douleur, je suis convaincu que l'éducation reste le meilleur outil pour transformer la société sur le long terme. Il est donc important de ne pas baser seulement nos politiques de lutte contre le terrorisme sur les politiques de sécurité, bien sûr nécessaires, mais insuffisantes. Dans ce sens, laissez-moi féliciter le travail réalisé par le CDPPE, ses spécialistes, l'Institut Wergeland et tous les pays qui participent activement au développement des compétences pour une culture de la démocratie. Je tiens aussi à souligner l'importance du projet du « No Hate speech » pour lutter contre toute forme d'extrémisme

Chers collègues, je profite de l'occasion qui m'est donnée devant cette assemblée pour parler du futur. Le gouvernement de l'Andorre considère, comme j'y ai déjà fait référence antérieurement, que les compétences pour une culture de la démocratie sont nécessaires et qu'il faut en faciliter l'application. Il est nécessaire d'adapter nos cursus pour y inclure ces compétences. Il serait souhaitable que ces modifications soient profondes et transversales à tout le cursus à fin d'en renforcer l'impact positif.

Malgré tout, chers collègues, ces modifications ne sont pas suffisantes par si seules, il faut former nos enseignants pour que le plein développement de ces compétences soit possible. En effet, les enseignants sont toujours la clé de voûte de n'importe quelle réforme éducative quelle qu'elle en soit l'envergure. Il est vrai que des ateliers de formation d'enseignants se sont déjà développés dans plusieurs pays avec le support du Conseil de l'Europe, mais nous ne sommes pas encore satisfaits. Si bien ces formations ponctuelles sont un élément incontournable, elles ne peuvent pas remplacer la formation de base des enseignants ou des formations d'une durée plus étendue.

Dans ce sens-là, chers collègues, je voudrai vous annoncer que le gouvernement de l'Andorre conjointement avec l'Université d'Andorre avons décidé de modifier le diplôme d'état nécessaire pour devenir instituteur à fin d'y inclure la formation requise pour enseigner les compétences pour une culture de la démocratie. Il s'agit d'un premier

cycle universitaire adapté à l'Espace Européen de l'Enseignement Supérieur. Dans le même sens, nous avons décidé de développer un Master officiel en sciences de l'éducation, donc un deuxième cycle universitaire aussi adapté à l'Espace Européen, en modalité semiprésentielle qui inclura aussi les compétences pour une culture de la démocratie. Ce Master ne sera pas seulement pensé pour la population andorrane, mais aura aussi comme objectif l'internationalisation permettant à des étudiants et des professionnels du monde entier de peaufiner leur formation d'enseignant.

Chers collègues, l'Andorre ne veut pas faire ce projet tout seul. Nous voulons développer ce projet de façon conjointe avec le Conseil de l'Europe et l'Institut Wergeland et dès aujourd'hui nous débutons les travaux techniques pour explorer les détails de cette collaboration. Ainsi nous renouvelons notre compromis avec le Conseil de l'Europe, et nous désirons continuer à construire ensemble les bases d'une éducation de qualité, qui serve à structurer des sociétés plurielles et démocratiques, avec les valeurs qui sont propres à l'Europe et qu'aujourd'hui je tiens à résumer avec la devise Liberté, Égalité, Fraternité.

Merci pour votre attention.